Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **33 (1975)**

Heft 1

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bibliographie

L'Anti-Malthus

Dans un numéro récent de cette revue, le soussigné a publié une étude sur les ressources minérales[1], dont la principale conclusion s'exprime de la manière suivante: « Se fondant sur les résultats de calculs basés sur l'hypothèse d'une croissance exponentielle des besoins, certains auteurs proposent de limiter et même de stopper la croissance industrielle sous prétexte de pénurie prochaine de matières premières minérales. Ces craintes sont injustifiées et l'ont peut affirmer que les limites à la croissance ne se trouvent pas dans les facteurs géologiques ou techniques. »

Cette conclusion contredit nettement les déclarations du « Club de Rome » et les modèles du MIT présentés dans les ouvrages de J. W. Forrester (« World Dynamics ») et de Meadows et al. (« The Limits to Growth »). A l'occasion de conférences sur les ressources minérales présentées à Paris et à Bruxelles, l'auteur n'a pas manqué de rencontrer des contradicteurs qui s'appuyaient sur les ouvrages précités et se fiaient complètement aux calculs compliqués effectués à l'aide d'ordinateurs.

Il paraît particulièrement important d'attirer l'attention des lecteurs préoccupés par les problèmes de notre avenir sur l'ouvrage de Cole et consorts[2]. Treize membres d'un groupe de recherche sur la politique de la science de l'Université du Sussex ont passé au crible d'une analyse serrée non seulement l'ouvrage « Limites de la Croissance », mais surtout les « rapports techniques » sur lesquels il se fonde et les documents de traitement par ordinateur; ces bases techniques, le plus souvent ignorées du public, sont essentielles pour apprécier le bien-fondé des sensationnelles et déprimantes affirmations des néo-malthusiens.

Le groupe des enquêteurs comporte 4 économistes, 1 poliscientiste, 2 psychologues, 1 mathématicien, 4 scientifiques (1 biologiste et 3 physiciens), ces derniers au courant des problèmes économiques; en outre, divers spécialistes ont été consultés. Leurs conclusions se répartissent dans les 14 chapitres d'un ouvrage qu'on lit avec un intérêt soutenu.

Dès l'introduction, le groupe de travail reconnaît l'urgence d'étudier les problèmes considérés, l'utilité de créer des modèles mathématiques et les services rendus par les travaux du MIT.

---

[1] R. Woodtli: « Réserves minières et ressources minérales pour l'avenir », *Revue Economique et Sociale*, Lausanne, mars 1974, p. 51.

[2] H. Cole, C. Freeman, M. Jahoda et K. Pavitt: *« L'Anti-Malthus, Une critique de « Halte à la croissance »*, 1 vol., 352 p. Ed. du Seuil, Paris, 1974.

Mais les hypothèses de travail du MIT ont été analysées et, d'une manière générale, les auteurs estiment qu'elles ne donnent pas satisfaction. Ils dénoncent aussi le « fétichisme de l'ordinateur » qui surestime la justesse et la précision des calculs effectués par cet instrument. En effet, « Meadows lui-même a fait remarquer que seulement 0,1 % des données nécessaires pour construire un modèle du monde satisfaisant sont disponibles à l'heure actuelle » (p. 20). Pire, on ignore encore les relations passées, présentes et futures entre diverses variables, et pourtant ce sont ces relations qui ont été simulées à l'aide de l'ordinateur sur la base d'hypothèses souvent contestables.

Contrairement au groupe du MIT, les auteurs de l'Anti-Malthus insistent plus sur les conditions politiques et sociales de la croissance que sur les conditions physiques et ils accordent une importance considérable aux changements technologiques. Enfin, ils ne sont pas convaincus que l'étude de la dynamique des modèles permette des prévisions satisfaisantes et puisse servir de base à l'élaboration des politiques à suivre. Ils soulignent les dangers que présente l'approche choisie par les néo-malthusiens: précision illusoire de calculs fondés sur des quantités et des relations inconnues, négligence des facteurs difficiles à quantifier, sursimplification des modèles, rigidité de certaines données, difficulté pour le non-initié de critiquer les hypothèses utilisées qui sont « essentiellement tendancieuses politiquement, et même plutôt naïves ».

Si nous nous arrêtons au chapitre 3, sur les ressources minérales, on constate que Meadows et consorts partent de deux hypothèses hautement contestables: les réserves de minerais suffisent pour 250 ans aux taux actuel de consommation, et le coût de l'exploitation des gisements marginaux augmentera d'une manière sensible, ce qui suppose un ralentissement des progrès technologiques. En réalité, le concept de « réserves » dans la prévision des ressources est une notion technico-économique et non géologique. En confirmation de nos propres conclusions, on peut lire dans l'Anti-Malthus les passages suivants: « les limites à la croissance de l'utilisation des ressources ne sont pas d'origine géologique: mère Nature a amplement fourni la planète pour peut-être des dizaines de milliers d'années... S'il existe des limites, elles viennent des capacités technologiques et économiques de l'homme à exploiter ces ressources (p. 72). Il n'existe pas de barrière dressée par les lois de la Nature... La seule exception possible pourrait être le problème de l'énergie dont dépend toute la technologie des transformations » (p. 77).

Le chapitre 8 de l'ouvrage examine précisément le problème des ressources énergétiques, particulièrement crucial si on admet qu'une production abondante d'énergie est nécessaire pour la croissance économique et que la demande d'énergie augmente exponentiellement. Les propos et les statistiques consacrés à ce sujet sont pleins d'intérêt; on notera cependant une certaine confusion (mais est-ce dû au traducteur qui, par ailleurs, semble excellent bien que parfois prolixe?) entre les notions de réserves et de ressources de l'URSS, p. ex. On rencontre de nouveau l'hypothèse peu vraisemblable de la stagnation technologique ce qui suppose des œillères bien étanches, une profonde ignorance ou un parti-pris systématique de sinistrose chez les chercheurs du MIT; ces jugements sont durs, mais comment pourrait-on les éviter? En bref, pour les chercheurs de l'Université du Sussex: « la probabilité d'une pénurie *physique* de l'énergie paraît faible; et la crainte que l'énergie ne nécessite une part toujours plus grande des ressources réelles, comme Meadows le suppose dans son raisonnement, ne serait justifiée que si l'on ignorait les possibilités de nouveaux progrès techniques, d'efficacités plus grandes des carburants et de nouvelles sources d'énergie. Il peut se produire toutefois des difficultés

temporaires et localisées par suite du manque d'élasticité à court terme des fournitures d'énergie; et si les gouvernements ne prennent pas les initiatives à long terme qui sont nécessaires, la montée des prix mondiaux de l'énergie dans les prochaines décennies peut avoir des conséquences peu souhaitables du point de vue économique, social et peut-être même politique» (pp. 187-188).

Les questions relatives à la population mondiale, à l'agriculture, à la pollution, au capital (investissements) sont également fouillées et les raisonnements du MIT systématiquement explorés, analysés, démontés... et démolis pour la plupart. La conclusion suivante, formulée à propos du capital, nous paraît exprimer une vérité très générale: les modèles élaborés par le MIT conduisent à la prévision d'une catastrophe parce que les relations entre variables «sont entièrement le produit d'hypothèses erronées faites pour la construction du modèle, et non le reflet de caractéristiques du monde réel» (p. 135). La catastrophe ayant été programmée, on la voit nécessairement apparaître sur les «listings» de l'ordinateur; c'est tellement vrai que si l'on ramène l'origine du temps au milieu du XIXe siècle, l'ordinateur prévoit la catastrophe pour 1970 environ; on n'y échappe pas. La plupart des conclusions que l'on tire des travaux du MIT se trouvent donc faussées par les défauts des modèles et par la philosophie systématiquement pessimiste qui a présidé à leur élaboration.

Faut-il dès lors considérer les modèles du MIT comme des exercices futiles? Bien au contraire; s'ils ne peuvent pas servir à prédire l'avenir, ils indiquent les conséquences possibles des tendances actuelles si les relations entre variables (dans la mesure où elles sont correctement définies) se maintiennent sans subir de corrections. Il ne s'agit pas de prévisions inéluctables, mais de possibilités susceptibles de se réaliser si on ne prend pas à temps certaines décisions.

En conclusion, on doit remercier les membres du «Club de Rome» d'avoir suscité les études de Forrester et de Meadows et consorts, ainsi que les travaux de leurs critiques. De telles recherches ont attiré l'attention sur la gravité et l'importance de certains problèmes, ont provoqué une discussion publique approfondie de ces questions et obligent les spécialistes à remettre en cause leurs hypothèses dans de nombreux domaines. Si l'avenir n'apparaît pas aussi sombre qu'on l'a décrit, il ne sera pas vraiment satisfaisant sans des efforts énormes sur tous les plans, par tous les intéressés répartis sur l'ensemble de la planète.

R. WOODTLI,
professeur à la Faculté des sciences

La vraie nature de la monnaie[1]

Très proche des milieux de la Planification française, collaborateur de la *Revue politique et parlementaire*, auteur d'ouvrages sur le développement urbain et l'expansion, Jacques Riboud est entré en conflit ouvert avec les thèses économiques soutenues par la France gaulliste et pompidolienne. En particulier, il prend le contre-pied de M. Jacques Rueff. L'ouvrage est destiné à éclairer le public français et, si possible, à corriger ce que l'auteur considère comme certaines grosses erreurs en matière monétaire. Rédigée en un style agréable,

[1]JACQUES RIBOUD: *La vraie nature de la monnaie*; Ed. Revue politique et parlementaire; Paris, 1973; 236 p.

l'étude se lit avec facilité. Elle n'exige pas moins un effort de réflexion, afin de bien saisir les modèles de création monétaire qui nous sont soumis. On se permettra toutefois de dire que les développements contenus dans ce travail paraissent plus clairs à première lecture qu'au moment où on les approfondit. C'était inévitable. Traiter de la nature de la monnaie, de la théorie quantitative de Milton Friedman et de la réforme du Système monétaire international en 236 courtes pages, c'est presque une gageure.

Les prises de position très tranchées de l'auteur sont fort intéressantes. Si M. J. Riboud n'est pas un orthodoxe ni surtout un traditionaliste en matière de théorie monétaire, il est en tout cas un parfait cartésien. C'est là une qualité qui, en économie, ne se rencontre plus toujours. Nous ne serions pas surpris si cette étude était plus appréciée encore des personnes au bénéfice d'une solide formation en matière monétaire que du public cultivé, mais dépourvu de connaissances financières particulières.

L'opposition de J. Riboud ne s'adresse pas à l'étalon-or comme tel. Elle s'étend au concept même de monnaie représentative d'un bien ou fonction d'un gage sur lequel elle serait fondée. L'étalon-or n'est qu'un exemple. On ne peut à la fois prétendre identifier une unité de compte à l'or et accepter que le prix de l'or varie par rapport à elle, dit l'auteur (p. 220). Quant à fonder la monnaie sur le dollar en pensant ainsi se référer indirectement à l'or, c'est commettre une erreur qu'il n'est plus nécessaire aujourd'hui de démontrer. Faut-il alors faire reposer le moyen de paiement sur l'ensemble des autres monnaies? Cela équivaudrait à définir le mesurant au moyen du mesuré. La monnaie est et doit être une abstraction, unité de compte créée ex abstracto. Le problème essentiel, le seul grand problème est de décrire clairement d'abord, de calculer ensuite, d'obtenir et de respecter finalement le taux de croissance optimal de la masse monétaire. Sur ce point, nous suivons J. Riboud sans réserve.

Il en est un autre sur lequel l'auteur paraît avoir pleinement raison. C'est lorsqu'il relève que les lenteurs désespérantes apportées à l'édification d'un nouveau Système monétaire international ne tiennent pas essentiellement à des divergences d'intérêts nationaux, ni à des considérations politiques, ni à des oppositions de personnes. Il s'agit ni plus ni moins d'un conflit entre partisans de doctrines inconciliables. C'est beaucoup plus profond qu'il ne le paraît à première vue. Sous cet angle, la situation actuelle est assez semblable à celle des années 30, alors qu'une théorie économique déficiente nous a conduit où nous savons. « Les erreurs de l'entre-deux guerres ont été des erreurs intellectuelles » (p. 233). Aujourd'hui, la crise monétaire, et singulièrement celle du Système monétaire international provoquent des troubles annonciateurs d'une mutation profonde au sein même de la théorie monétaire. Le proche avenir nous ménage l'adoption d'une monnaie abstraite aussi bien sur le plan national qu'à l'échelon du Système monétaire international.

Dans le cadre de la nation, d'abord, il est surprenant de voir combien la peur d'ouvrir franchement le débat en faveur ou contre une monnaie représentative nous conduit à des subterfuges un peu ridicules. Par exemple, les monnaies sont encore et toujours définies par l'or et fondées sur lui. Néanmoins, l'or ne circule plus, même entre banques centrales. Le rapport qui définit la monnaie par l'or (42,22 $ l'once, 217 mg d'or pour un franc suisse, 160 mg d'or pour le franc français, etc.) n'a plus aucun lien avec aucune réalité. Il n'est nullement exagéré de dire que ces monnaies reposent sur un *or théorique*. Sans oser nous l'avouer, nous sommes donc déjà en pleine monnaie abstraite. En abandonnant dans les textes cet or théorique pour ne conserver qu'une monnaie abstraite, on n'abandonnerait rien du tout, si ce n'est un mythe très ancien mais aujourd'hui manifestement dépassé.

Un progrès non moins sensible est également réalisé sur le plan international par l'extension entrevue des droits de tirage spéciaux (DTS), annonce J. Riboud. Notre auteur est partisan d'une solution radicale. Le FMI jouant le rôle de banque mondiale (supranationale), il exercerait un droit de regard sur l'ensemble des banques d'émission nationales à qui il imposerait une politique coordonnée. De plus, les pays à balances excédentaires seraient tenus d'accepter les DTS afin de se délester, en faveur des nations débitrices, de leurs réserves de devises étrangères. Un refus des pays créditeurs d'accepter sans limites l'échange de leurs créances contre des DTS compromettrait irrémédiablement le succès du système.

Ici, l'auteur est peut-être trop bref pour être véritablement convaincant. Il ne dit pas clairement ce qui paraît pourtant évident, à savoir que le rôle ainsi dévolu au FMI supprime bel et bien toute forme d'indépendance nationale. Le fait est cependant suffisamment important pour mériter d'être relevé. De plus, il ne nous dit pas où nous conduirait finalement ce système qui consiste à obliger le pays créditeur à financer indéfiniment le déficit du pays débiteur, afin de lui assurer la possibilité de renouveler régulièrement le découvert de ses balances. On peut prévoir cependant que du côté des nations à balances excédentaires, on se lassera vite de travailler dans le but de permettre à d'autres de vivre durablement au-dessus de leurs moyens. De quels pouvoirs effectifs de coercition disposerait le FMI pour éviter qu'un déséquilibre aussi déplorable ne se prolonge?

Enfin, on hésitera à suivre notre auteur lorsqu'il nous dit que l'érosion monétaire étant aujourd'hui prévue par nous tous, créanciers aussi bien que débiteurs, ce serait tromper chacun et perturber tous les plans que de supprimer l'inflation. Le problème serait plutôt de la contenir dans des limites raisonnables. On pourrait soutenir aussi bien qu'il serait peu judicieux de supprimer les maladies – en admettant qu'on le puisse – car cela ne manquerait pas de créer des injustices à l'égard des médecins, des caisses d'assurance et des assurés eux-mêmes.

L'ouvrage de M. Jacques Riboud a le mérite de poser clairement la plupart des problèmes monétaires fondamentaux que soulève notre époque. Comme il le dit lui-même, ces problèmes ressortissent bien davantage de la doctrine que de la technique monétaire. L'intérêt d'une telle étude n'en est que plus grand.

FRANÇOIS SCHALLER

Les régions frontalières à l'heure du Marché commun[1]

Ce volumineux ouvrage reproduit très fidèlement et très complètement tous les discours, exposés, interventions, questions et réponses du Colloque international organisé à Bruxelles par l'Institut d'études européennes, les 27 et 28 novembre 1969. On ne compte pas moins de quarante-neuf intervenants, parmi lesquels les plus hautes personnalités de la Communauté européenne (MM. Hans von der Groeben, Jacques Cros, Jean Rey, etc.) ainsi que d'éminents économistes des pays de la CEE spécialisés dans les problèmes communautaires (MM. Michel Falise, René Gendarme, Etienne-Sadi Kirschen, Paul Romus, etc.).

[1]Ouvrage collectif: *Les régions frontalières à l'heure du Marché commun*; Colloque organisé les 27 et 28.11.69 par l'Institut d'études européennes; Presses Universitaires de Bruxelles; 1970; 427 p. et 12 planches hors texte en couleurs.

Cette Europe unie et communautaire n'est pas moins encore, et pour longtemps probablement, une Europe des patries. Or, il suffit qu'il y ait patrie pour que s'affirme le fait de la frontière, et donc celui des régions frontalières. C'est le problème de ces dernières que le colloque se propose d'étudier de façon très détaillée. La recherche s'est opérée suivant deux directions. Un premier effort consiste en une analyse très fouillée des caractères humains, démographiques, géographiques, économiques des plus importantes régions frontalières que comprend le Marché commun, à savoir:

— la région franco-belge Nord - Pas-de-Calais, Flandre occidentale - Hainaut (par N. Gadenne);
— la région franco-belgo-luxembourgeoise du nord de la Lorraine, du sud du Luxembourg et d'Esch (par Y. Fabert);
— la région centrale du Benelux (par H. Vandeberg);
— la région belgo-néerlando-allemande Liège-Limbourg - Aix-la-Chapelle (par H. Melkin);
— la région franco-germano-luxembourgeoise, Lorraine - Sarre - Luxembourg (par A. Seyler);
— les régions franco-allemandes d'Alsace et de la partie méridionale du Haut-Rhin, Südliches Oberrheingebiet (par R. Uhrich);
— la région germano-néerlandaise Westmünsterland - Twente - Oostgelderland (par W. de Haan);
— la région franco-italienne des Alpes (par G. M. Vitelli).

Il serait trop long de résumer ici l'essentiel de ce qui est dit de ces régions. Chacune présente, par rapport aux autres, des caractères distinctifs très accusés. On comprend d'emblée qu'une politique communautaire en matière de régions frontalières ne peut être décrite, dans les détails de son application, de manière purement abstraite. Elle doit varier beaucoup d'un cas à l'autre, même si certains problèmes sont incontestablement communs.

Peut-être est-il intéressant de relever que dans le fossé rhénan, le retour de l'Alsace à la France, en 1918, a nettement accentué le caractère de région frontalière de cette province. L'intégration à la France ne fut pas aussi accusée que la rupture brutale avec l'Allemagne. Les points de passages routiers sur le Rhin étaient de dix-huit en 1914. Ils ne sont plus aujourd'hui que de dix. De plus, ils sont mal entretenus, certains étant devenus totalement inadaptés aux besoins de la circulation moderne. Enfin, la limitation horaire des ouvertures de la plupart de ces points de passages constitue un obstacle supplémentaire. En 1914, on dénombrait cinq ponts ferroviaires sur le Rhin. Aujourd'hui, seuls les points de passage de Strasbourg - Kehl et de Chalampé - Neuenbourg ont été maintenus. On voit par ce simple exemple que l'osmose entre les deux régions, allemande et française, est considérablement ralentie par l'insuffisance des communications modernes entre ces territoires. A cela s'ajoutent, bien sûr, de nombreuses autres raisons.

Notons encore, et sans trop d'étonnement, ce que nous dit le professeur René Gendarme au sujet de la « Regio Basiliensis », projet concret lancé à Bâle dès février 1963 par des personnalités proches de l'Université et de la Société de Banque Suisse. L'initiative émane de milieux fédéralistes et non pas des partisans d'institutions européennes à pouvoirs supranationaux de style CECA. Il s'agissait de créer un espace bâlois international. Le mot de Basiliensis disparut rapidement pour des raisons de susceptibilité nationale. Les Etats ne

s'occupèrent pas de cette initiative privée. Selon R. Gendarme, la solidarité des sous-ensembles géographiques composant la Regio est plus apparente que réelle. Les intérêts de chacune des régions demeurent divergents. La France et l'Allemagne redoutent toutes deux, en cette affaire, «l'opportunisme et la prépondérance de la Suisse» (p. 200).

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à des essais de synthèse. Il s'agit donc d'une recherche plus spécialement théorique. On doit à la vérité de dire que le succès ne paraît pas ici avoir pleinement couronné l'effort. On devait s'y attendre. Le problème à résoudre est d'une très grande complexité. Toutefois, le Colloque de Bruxelles, s'il soulève plus de problèmes qu'il ne parvient à en résoudre, a le très grand mérite de clarifier les idées, de fournir quelques excellentes définitions, de mettre en évidence les obstacles et de préciser les conditions de leur élimination.

Par exemple, il convient de ne pas confondre les deux sens modernes du mot région. La politique de régionalisation, très à la mode, s'applique à un ensemble relativement homogène, basé sur une cohérence des appartenances politiques, du réseau législatif, des moyens de transport, des autorités, etc. En revanche, c'est plutôt de la question des zones frontalières dont on s'occupe ici. En marge d'une relative unité, celles-ci offrent de nombreuses divergences d'institutions et de programmes, qu'il s'agit de résoudre à partir de centres de décision différents. Les principaux handicaps résultent de la disharmonie de législations nationales différentes sur le plan économique, social, fiscal, monétaire, etc. Pour que l'on puisse réellement parler de région frontalière, encore faut-il reconnaître la préexistence du fait régional, c'est-à-dire que la zone considérée doit présenter soit une homogénéité économique patente, soit d'étroites complémentarités dont les effets ne peuvent se manifester totalement à cause des frontières politiques.

De plus, la frontière est une ligne. Elle est par essence artificielle, abstraite, pure création de l'esprit comme le relevait déjà P. de la Pradelle. La nature comme l'économie ont horreur des lignes. La frontière, dans la réalité, est une zone, espace original, territoire de fusion, lisière d'une largeur peut-être variable mais toujours réelle. Le fait de couper une région par une ligne frontière a généralement pour effet de refouler les localisations industrielles vers le centre de chacun des deux pays. Il s'agit là d'une constatation dont on ne surestimera jamais les conséquences pour les régions frontalières. De tout temps, les investissements ont préféré l'intérieur des grandes régions à leurs frontières.

Au niveau de l'action, on se heurte évidemment à des difficultés bien connues. Qui doit agir? Un organe commun? Cet organe sera-t-il public ou privé? Comment déterminer, d'abord, puis grouper les centres de décisions compétents? Certains, dont M. von der Groeben, doutent de l'efficacité de l'action aussi longtemps que la coordination monétaire ne sera pas opérée. D'autres estiment au contraire qu'il s'agit là d'une fin, d'un aboutissement, et non d'une condition préalable à l'unification. Espérons que le Colloque de Bruxelles sera, lui, le point de départ de recherches nouvelles dans le cadre des régions frontalières, car il reste encore beaucoup à faire sur ce plan.

FRANÇOIS SCHALLER

L'économie du tiers monde[1]

Il ne m'appartient ni de juger ni même de connaître les raisons pour lesquelles cet ouvrage m'est remis avec dix bonnes années de retard pour en rendre compte aux lecteurs de la Revue. Ce n'est d'ailleurs nullement de nature à me déplaire. Il est souvent plus instructif encore de se rappeler l'opinion que certains se faisaient d'une question il y a dix ans que de lire ce qu'on écrit aujourd'hui au sujet de l'avenir. La première catégorie d'ouvrages incite à la prudence; la seconde au scepticisme...

Ce livre est le dernier paru d'une trilogie consacrée à l'économie mondiale (t. I), aux grands espaces économiques (t. II), à l'économie du Tiers monde (t. III). L'auteur aborde les plus grands problèmes de l'heure sous l'angle économique, philosophique, diplomatique, historique et politique. A notre avis, son approche est surtout de nature politique. Aussi, le lecteur aurait-il été curieux de connaître, au point de départ, quelle était la position politique de l'auteur, plutôt que d'en être réduit à des suppositions qui s'abandonnent et renaissent différemment au fil des pages.

Sur le tiers monde, nous n'apprenons en somme rien de très original. Ces pays sont très pauvres, et il est nécessaire de les mettre en valeur. Pour atteindre cet objectif, il faut les aider. Mais comment les aider et qui devra s'en mêler? Questions surabondantes, répond l'auteur, car Soviétiques, Américains et Anglais conviennent qu'ils doivent agir, et « personne n'émet plus guère de doute quant aux objectifs et aux méthodes susceptibles d'être retenus » (p. 55). Nous en sommes beaucoup moins assurés aujourd'hui qu'au milieu des années 60. Les nombreux et retentissants échecs essuyés nous ont au contraire convaincus que nos méthodes d'aide au tiers monde étaient pour le moins discutables. Quant à connaître la meilleure façon de s'y prendre, on en est encore réduit à en débattre.

L'auteur n'apprécie pas la méthode soviétique, le jeu subtile de sa dialectique ni le fatras intellectuel de son matérialisme historique. Selon lui, « l'aide communiste est orientée exclusivement en fonction d'une finalité politique et constitue dès lors une arme de premier choix dans la lutte contre l'Occident » (p. 63). L'efficacité économique de cette aide n'est cependant pas totalement négligeable, car les Soviétiques entendent que les roubles doivent laisser un souvenir durable dans les pays assistés. On donnera donc la préférence à l'édification d'une infrastructure plutôt qu'à des dons de biens consomptibles, du blé, du maïs ou du riz. L'aide soviétique, modeste en quantité, non toujours excellente en qualité, « a le grand mérite de toujours appeler l'attention des populations locales et de porter des fruits psychologiques, sinon économiques... Mais, en politique, ce que l'on croit a bien autant de vertu que ce qui est » (p. 70).

M. Schmeltz réserve-t-il alors sa préférence à l'aide occidentale? En aucun cas. S'il n'est pas du tout marxiste, il n'est pas davantage partisan de la libre entreprise. Certes, il dénonce, avec combien de raisons déjà, le complexe de culpabilité puéril de certains Occidentaux. Il aime cependant s'en prendre aux mainteneurs d'un classicisme économique jugé désuet, et à l'existence immorale d'une économie de profit et de gaspillage. Il condamne en bloc les investissements privés de l'Occident au tiers monde, qui ne déclenchent aucun accélérateur ni aucun multiplicateur. Son opposition à l'action américaine dans les pays en voie de

[1] GUY-WILLY SCHMELTZ: *L'économie du tiers monde*; Ed. du Vieux Colombier; Paris 1965; 132 p.

développement est féroce et sans nuances. Elle s'étend d'ailleurs, en fait, à l'ensemble des pays à économie libre, à qui l'auteur reproche « l'attachement puéril aux dogmes anciens de l'économie de l'offre et de la demande ainsi que de la libre entreprise » (p. 111). Pour lui, l'intelligence profonde des intérêts personnels exclut de faire œuvre utile au tiers monde. Il renvoie donc Américains et Soviétiques dos à dos, mais semble toutefois témoigner de moins de hargne à l'égard des seconds que des premiers.

M. Schmeltz ne réserve-t-il alors ses sentiments amènes qu'à l'égard du tiers monde? Même pas. Il juge sévèrement la mentalité de beaucoup de penseurs en ces régions, et par exemple celle de Vinoba, ce disciple de Gandhi, qui disait: « Les choses économiques ne sont pas sérieuses ». D'autre part, M Schmeltz est d'avis que la plupart des pays en voie de développement sont, dans leur situation de division géographique présente, invivables, inaptes à tout progrès. Il n'excepte guère que l'Inde, l'Argentine et le Brésil. Mais Panama, le Guatémala, la République centrafricaine, le Tchad et le Nyassaland... Toutefois, le mal ne tient pas aux seules considérations de géographie politique: « Si le tiers monde mettait autant de ferveur à se réformer lui-même qu'il en consacre à la construction de vastes organisations de nature purement politique, l'espoir serait autorisé » (p. 119), souligne-t-il avec beaucoup d'à-propos.

Ni collectiviste, ni libéral, ni propagandiste inconditionnel du tiers monde, M. Schmeltz est probablement un fidèle d'une certaine doctrine chrétienne. Du moins quelques passages de son livre le laissent-ils supposer. C'est fort bien ainsi, encore que cette doctrine n'oblige personne à critiquer tout ce qui n'existe aussi longtemps que rien de plus satisfaisant ne peut être concrètement proposé. Il n'est jamais faux ni mauvais de tenir compte des réalités.

FRANÇOIS SCHALLER